

PERMIS DE STATIONNEMENT
N°MP-2023-1534-09

Affaire suivie par : **Mounia OUJJIT**

Type d'occupation :
Ambulant restauration rapide

Véhicule : **AP-945-KH**
RENAULT MASTER

Adresse de l'occupation :
allée Alfred de Musset
allée Paul Valéry

Pétitionnaire :
TRUCK DE FOU
MADAME TEIXEIRA ELISA
1 RUE DES COMPAGNONS
40230 SAINT VINCENT DE TYROSSE

Le Maire de la Ville de Pau,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L. 2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L.2125-1;
Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.113-2 ;
Vu le Code de la Route et notamment l'article R.417-10 ;
Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal portant règlement du commerce ambulant en date du 12 juin 2017;
Vu la publicité relative à la délivrance d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public effectuée sur le site internet de la Ville de Pau en mai 2023 ;
Vu le dossier de candidature par lequel le pétitionnaire sollicite l'autorisation d'installer un camion de type "food-truck" pour la vente de denrées alimentaires lors du Festival « Été à Pau » ;
Vu le tirage au sort en date du 12 Juin 2023 pour un emplacement au parc Beaumont ;
Considérant que le pétitionnaire remplit toutes les conditions ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics d'établir une autorisation ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – Le **Samedi 29 Juillet 2023 de 16h00 à 00h00**, le pétitionnaire est autorisé à installer un camion de type "food-truck" pour la vente de denrées alimentaires sur l'emplacement du parc Beaumont à proximité du Kiosque allée Alfred de Musset.

Le pétitionnaire doit se conformer aux dispositions suivantes :

- La mise en place sur son emplacement se fera 3 heures avant le début de la manifestation.
- La libre circulation des piétons et l'accessibilité des personnes à mobilité réduite doivent être impérativement maintenues. Toutes les précautions sont prises pour éviter les accidents.
- Le commerçant doit strictement respecter l'emplacement délimité sur le permis de stationner. L'emprise sur le domaine public doit être conforme au plan dressé par le Service Occupation du Domaine Public ci-joint. Ce dernier fixe le périmètre à ne pas dépasser pour l'exploitation de son activité.
- Les véhicules tractant des remorques seront stationnés en dehors des emplacements recevant les camions de type "food-truck" (suivant véhicules).
- Les absences devront être signalées par écrit ou par mail au moins une semaine à l'avance au service gestionnaire du domaine public. En cas d'absence non signalée, le commerçant se verra infliger un avertissement écrit et encourra les sanctions prévues au chapitre 6 du titre 1^{er} du règlement du commerce ambulant.
- Le véhicule doit être maintenu dans un parfait état de propreté et de sécurité. Tout changement de véhicule devra être signalé au service occupation du domaine public avant la première installation.
- L'installation doit respecter toutes les normes d'hygiène en vigueur, permettre la protection des denrées alimentaires pendant le transport jusqu'à l'emplacement attribué, garantir le maintien de la chaîne du froid et, le cas échéant, du chaud, notamment les dispositions de l'arrêté ministériel du 9 mai 1995 modifié réglementant l'hygiène des aliments remis directement au consommateur.

- La préparation, la cuisson, la présentation et la remise au client des produits alimentaires se feront depuis le véhicule suivant les règles d'hygiène applicables au moment de l'activité.
- Le prix de vente et la dénomination exacte des denrées et boissons seront clairement affichés.
- Dès la fin de l'occupation, la voie publique est entièrement débarrassée de tout dépôt.
- Le candidat s'engage à gérer son emplacement de manière écoresponsable. Il maintiendra l'emplacement en bon état de propreté en mettant à la disposition de la clientèle des poubelles pour recevoir les déchets et en assurant le tri sélectif conformément au dispositif en vigueur, en assurant le nettoyage de l'espace public (ramassage des déchets, nettoyage des souillures liées à son activité) autour de son implantation et en ne rejetant aucun déchet solide ou liquide (ex : huiles) à l'égout ou dans le milieu naturel.
- Il s'impliquera dans les démarches d'écocitoyenneté en sensibilisant sa clientèle à ne pas abandonner ses déchets sur l'espace public, en s'insérant dans les dispositifs qui pourraient être spécifiquement mis en œuvre lors de certaines manifestations (ex : dispositif gobelet réutilisable) et en s'engageant à ne pas apposer de chevalets publicitaires relatifs à son activité sans autorisation écrite préalable de la collectivité sous peine de sanctions.
- Le pétitionnaire doit occuper le domaine public dans le respect de la tranquillité publique. Il veillera à ce que sa clientèle n'occasionne aucune gêne à la tranquillité publique. Il est interdit d'utiliser à des fins de rassemblement des instruments de musique, des micro-phones, des hauts-parleurs, des porte-voix, des klaxons et autres avertisseurs voyants et sonores.

ARTICLE 2 – Le pétitionnaire reste responsable de tout accident pouvant résulter de son installation. Les droits des tiers sont expressément réservés.

ARTICLE 3 – Le pétitionnaire doit s'acquitter de la somme correspondant à la redevance d'occupation du domaine public, ainsi qu'aux droits fixes, tels que déterminés chaque année par décision du Maire.

ARTICLE 4 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté est enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération est effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière sont à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 5 – L'autorisation accordée est révocable à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou si le pétitionnaire ne se conforme pas aux prescriptions techniques qui lui auront été imposées.

ARTICLE 6 – Dans le cas où le domaine public serait dégradé suite à l'occupation, la réfection totale de la chaussée et du trottoir sera effectuée par le pétitionnaire, dans les huit jours suivant la fin de la manifestation. Dans le cas contraire ou bien si la réfection n'a pas été exécutée dans les règles de l'art, il sera procédé après mise en demeure, aux réfections nécessaires par les services techniques de la Ville de Pau aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 7 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification au pétitionnaire.

ARTICLE 8 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Trésorier Principal Municipal, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.

Pau, le 17 juillet 2023



Nathalie MASSOU-FONTENEL
Pour le Maire et par délégation
La Directrice Prévention et Sécurité Publique